Stop aux baisses d'impôts consenties aux plus riches par Macron !

écrit par Christine Tasin | 13 juillet 2022

Le titre est le résumé d'un article publié par *Alternatives économiques…* Edifiant.

L'auteur Christian Chavagneux, commente le dernier rapport de la Cour des Comptes, cruel pour Macron.

En 2018-2019 il a baissé les prélèvements de 40 milliards d'euros, entre 2019 et 2021 il les a baissés de 25 milliards d'euros, et les baisses annoncées pour 2022 sont autour de 15 milliards. **Soit 80 milliards de moins pour que l'Etat fonctionn**e, autant de moins pour l'Etat qui, dans le même temps, dépense toujours plus et jette nos sous par les fenêtres, notamment pour l'immigration et pour soutenir dans le même temps l'Afrique. Cherchez l'erreur.

La cerise sur le gâteau ? Pendant ce temps, Macron a continué à nous endetter de plus de 600 millions de dollars !!!! Soumettant de fait la France au régime de Bruxelles, FMI et OMS, la troïka qui a interdit aux Grecs toute liberté, tout choix.

Or, l'OCDE vient de sortir un rapport montrant que l'on devra augmenter drastiquement les impôts pour financer les nouvelles dépenses de retraite, de santé, d'éducation et je ne vous parle pas de la dernière marotte, la « transition écologique »….*Fous sont les dirigeants qui vont dans l'autre sens. Ils préparent les futures crises de la dette publique de leurs pays* » nous dit Christian Chavagneux.

« Et, sauf à tuer nos services publics et à décourager définitivement ceux qui voudraient y travailler (soignants, enseignants, etc.), il faudra bien améliorer les conditions de travail et de rémunération. »

Tuer nos services publics ? Tiens, tiens… cet objectif non dit serait-il l'une des explications de la chose ? Le mondialiste ultra-libéral Macron serait-il en passe de réaliser le rêve des ultra-libéraux, la concurrence folle, sans filet, offerte aux entreprises, même pour l'école, même pour les retraites ? Ben oui, l'école, c'est parti avec les écoles autonomes et le recrutement sauvage d'enseignants, les retraites c'est l'objectif avec les réformes retraite dont les fonds seront confiés vraisemblablement à la société américaine Black Rock dont Macron a décoré le président de la légion

d’honneur.

Or, on pourrait récupérer l’équivalent des 80 millions d’euros offerts aux plus riches, et notamment les aides aux hydrocarbures, oui, vous avez bien lu, les niches fiscales qui enrichissent les plus riches et les avocats fiscalistes… Surtout, il y a une mine d’or à trouver avec les pratiques de fraude et d’évasion fiscale. 80 à 100 milliards par an. Ben voyons !

La dynamique structurelle des économies riches va dans le sens de plus grandes dépenses publiques. La Cour propose plusieurs pistes pour récupérer des recettes fiscales, dont les niches fiscales mal contrôlées et à l’efficacité peu évaluée, en ciblant notamment le crédit d’impôt recherche (7,4 milliards d’euros en 2022) et les aides bénéficiant directement aux hydrocarbures (coût de 5,2 milliards en 2021), ces dépenses fiscales « ayant un effet défavorable sur l’environnement ».

La Cour veut également s’attaquer aux niches sociales, toutes ces exonérations de cotisations qui plombent les recettes de la Sécu, comme les primes exceptionnelles défiscalisées ou encore la suppression du forfait social. Résultat, « pour 2022, les pertes brutes de recettes liées à ces allègements dépasseraient 83 milliards d’euros », selon les estimations du gouvernement, un montant que la Cour considère « sous-évalué ».

Il faut y ajouter une lutte plus sévère contre les pratiques de fraude et d’évasion fiscale. Selon le syndicat Solidaires-Finances publiques, les pertes de recettes s’élèvent entre 80 et 100 milliards par an. Le gouvernement avait demandé à la Cour de vérifier ce montant mais l’institution s’est déclarée incompétente. On ne peut en rester là, il faudra bien que ses experts acceptent de se pencher sur la question.

Chavagneux propose des solutions ou plutôt des alternatives qui nous montrent qu’on est bien au bord du gouffre, on s’en

doutait mais ça va mieux en le disant.

Rêvons un peu et imaginons un monde dans lequel Emmanuel Macron n'a pas jeté 80 milliards d'euros de recettes fiscales aux orties, un monde dans lequel on récupère 50 milliards sur la fraude et l'évasion fiscale, on supprime 80 milliards de niches fiscales et sociales (on garde celles qui sont utiles). Suivant le consensus des économistes, une véritable taxation du patrimoine est mise en place, on remet la taxation du capital au niveau de celle du travail (une étude récente a montré que les entreprises diminuaient alors la distribution de dividendes et augmentaient leurs investissements), sans même évoquer une taxation exceptionnelle des super-profits et des super-patrimoines liés à la pandémie et à la guerre. Tout celait ferait l'équivalent de plus de 10 points de PIB de recettes fiscales.

Un tel scénario créerait-il un enfer fiscal qui ferait hurler les libéraux ? Non, il s'agit en fait simplement d'une nécessité pour répondre aux besoins de dépenses supplémentaires qui s'annoncent. C'est aussi la seule option pour éviter de futurs déficits publics et une progression dangereuse de la dette.

Il y a bien sûr une alternative : tailler sévèrement dans le plus gros de nos dépenses publiques, à savoir la protection sociale. Alors les gilets jaunes n'auront été que des petites échauffourées. Et le Rassemblement national aura la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Faites votre choix.

Article de Christian Chavagneux ici :

https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/baisses-dimpots-faut-arreter-quoi-quil-perde/00103988